

# La diplomatie occidentale dans l'impasse égyptienne

**L'Égypte vit une situation unique. En effet, c'est le seul pays où sont détenus en même temps ses deux derniers présidents. L'un grand dictateur, déchu à cause du printemps arabe et l'autre, ancien opprimé, élu démocratiquement grâce à ce même printemps arabe.**

La prison est désormais le point de chute du Raïs fût-il despote ou plébiscité. Ironie du sort, dans quelques jours, Mohamed Morsi sera dans la même prison que Hosni Moubarak. Remake d'une production hollywoodienne : «une prison pour deux», à défaut d'un fauteuil ? Une grande différence distingue, toutefois, les deux chefs d'Etat embastillés, l'un est ignoré par la communauté internationale alors qu'il fut le plus grand serviteur des intérêts occidentaux dans la région et l'autre reçoit même la visite de Catherine Ashton. Pour rappel, cette dame est la porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne, ce «sous-machin», aurait dit le général de Gaulle.

Pour M<sup>me</sup> Ashton, il s'agit de son second déplacement au Caire, cette fois-ci, elle a posé comme condition préalable à son voyage à la capitale égyptienne de rencontrer le président démis de ses fonctions. En effet, Catherine Ashton a passé deux heures avec Mohamed Morsi. A sa sortie, elle est rassurante, «l'ex-président se porte bien, il regarde la télévision et il lit les journaux (que peut-il faire d'autre



en plein Ramadhan ?» En revanche, la porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne ne fait point état de l'échec de sa mission : Morsi a catégoriquement refusé de sortir de prison en échange d'un appel à ses partisans de rentrer paisiblement chez eux. La version officielle retiendra la démarche humanitaire de Catherine Ashton. Plus grave, on nous laisse entendre que c'est Morsi en refusant cette main charitablement tendue qui sera responsable des morts au nombre de trois cents, tués par les militaires, souvent dans des conditions obscures, ripostes légitimes ou répression aveugle.

Aussi charitablement, intervient Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, qui demande la libération de tous les prisonniers politiques notamment celle de Mohamed Morsi. Mais avec un lapsus révélateur qui caractérise l'embarras de la diplomatie française. En effet, Laurent Fabius devant les micros de la presse internationale, sourcils froncés : «Je demande la libération de tous les prisonniers politiques y compris celle du président Morsi... (heuh heuh) ... de l'ancien président Morsi.» En un



bégaïement, le ministre français cautionne un coup d'Etat. D'ailleurs, tous les dirigeants occidentaux ont évité l'usage de ce terme. Après avoir affiché une grande fermeté vis-à-vis de Bachar Al-Assad (avec le succès que l'on sait), voilà que le chef de la diplomatie française prend à bras le corps le dossier égyptien.

Les Etats-Unis se gardent bien de qualifier la destitution de Morsi de coup d'Etat mais sont obligés de déplorer les morts tués lors des affrontements avec l'armée.

Hypocritement, l'Occident découvre que les militaires ne savent pas gérer une foule de manifestants sans faire de morts. La gêne de Washington découle du fait que Morsi a donné toutes les garanties, il a fait toutes les concessions aux Américains. Ce qui ne l'a pas empêché d'être destitué. Tout céder à la Maison Blanche, ne constitue plus une assurance-vie ? D'où l'ennui de la première puissance mondiale qui donne ainsi l'impression de lâcher ses obligés quelles que soient leurs complaisances. Alors que la réalité est toute simple : quand un courtisan abdique, il n'est plus utile, il ne faut pas que cela se

sache, Washington ne veut aucunement décourager les bonnes volontés qui doivent rester naïves. Pourtant, Mohamed Morsi lors de son élection était loin d'avoir le profil de l'allié idéal.

Fraîchement victorieux des urnes, le premier président égyptien barbu promet de s'employer pour faire libérer le cerveau de la première tentative d'attentat contre le Trade World Center, en 1993, le Cheikh égyptien Omar Abdelrahmane, condamné à la perpétuité par la justice américaine. Finalement, tant que ce n'étaient que des paroles, rien de désobligeant. Mais de là à déstabiliser l'institution militaire à travers un autoritarisme et une politique économique et sociale défailante, l'inquiétude devient réelle tant aux Etats-Unis qu'en Arabie Saoudite. Il est temps d'organiser et de structurer le mécontentement afin de rassembler les conditions objectives permettant de souffler à une foule même et surtout sincère : «Morsi dégage». Des millions d'Égyptiens reprennent en chœur ce cri. L'armée au service du peuple se devait d'exaucer ses volontés, quitte à confectionner une accusation pour haute trahison. Morsi serait jugé pour ses relations suspectes avec le Hamas palestinien. Il aurait délivré des cartes d'identité égyptiennes à des activistes de Ghaza.

Que dire alors de l'ancien émir du Qatar, Cheikh Hamed qui a donné un chèque de 450 millions de dollars à ce même Hamas devant les caméras du monde entier ?

En résumé, un président élu qui ne veut sortir de prison sauf pour reprendre ses fonctions, ce qui est impossible. Des militaires déterminés puisqu'ils ont passé

Par Naoufel Brahimi El Mili



six mois à planifier un coup d'Etat habillé en volonté populaire. Une grande partie de la population si ce n'est la majorité, déçue par le pouvoir islamiste et qui le rejette clairement. Morsi n'est pas Salvador Allende et le général Sissi n'est pas Pinochet. Des Frères musulmans qui se vautrent dans une posture victimaire puisque victorieux d'élections libres.

Les islamistes égyptiens, pour le moment, refusent de déclencher la spirale de la violence, du moins à grande échelle et irrévocablement. Pour preuve, les pro-Morsi manifestent, font des sit-in en brandissant des pancartes rédigées en anglais essentiellement et qui se réfèrent à des valeurs qu'ils ont jusqu'à un passé très récent rejetées : droits de l'Homme, démocratie, volonté populaire...

L'Occident ne peut pas rester trop longtemps sourd à ces slogans, sauf si les islamistes entendent l'appel au Jihad lancé de Doha par Cheikh Al-Qaradawi. Dans ce cas, le combat sera binaire et intelligible : les bons contre les méchants.

N. B. E.-M.

## Une réponse à M. Mohand Bakir

Un passage du texte de M. Mohand Bakir, publié dans votre édition du 1<sup>er</sup> août, intitulé «Citoyen oui, Dhimmi, jamais» m'interpelle en ma qualité de citoyen et jamais de sujet, quand il écrit : «... c'était le cas en 2001 avec Benflis et Bouteflika et c'est toujours le cas, à chaque fois que des comptes sont exigés, le commis est sacrifié à la place du responsable...». Mais la responsabilité n'incombe point à Ali Benflis. Car nombreux sont des commis de l'Etat devenus des hommes d'Etat intègres et compétents, qui ont honnêtement servi non le système ou le régime, mais l'Etat national algérien et c'est tout à leur honneur respectif. Parmi eux, Ali Benflis. Il faut séparer le bon grain de l'ivraie. Il est politiquement dangereux de faire des amalgames, donc de jeter comme on dit l'eau, la baignoire et le malheureux bébé en même temps. Bien sûr, tous les hommes politiques sont loin d'être des enfants

de chœur. Je rappelle certaines vérités et quelques repères concernant la crise au niveau de la Kabylie et sa gestion, sans m'étaler encore sur les origines de ce drame archi-relaté : en pleine catastrophe, une première fois Ali Benflis, chef du gouvernement responsable, irréprochable et adroit à cette époque, a préparé, sur instruction du président de la République, une réunion pour faire rencontrer la délégation des Arrouchs et le Président. Or, celui-ci, le jour du rendez-vous a déserté les lieux pour aller assister à un match de football à Blida ? Rebelote une seconde fois, jouant la ruse comme il sait le faire, il lui redemanda, encore une fois, d'organiser une rencontre. Il s'est dérobé de nouveau, laissant Ali Benflis seul avec les membres de la délégation, alors qu'il était prévu que le Président «de tous les Algériens» les reçoive pour rechercher ensemble les solutions. C'est du mépris total pour

notamment et inconsciemment sa propre personne. Il s'est dérobé pour aller assister quelque part en Afrique à une conférence sur le sida, laissant Ali Benflis tenu par le devoir de réserve, seul avec toute la responsabilité mais sans le pouvoir ni l'autorité nécessaire pour prendre les décisions adéquates.

Ali Benflis n'est nullement responsable de cette situation et d'aucune manière, l'Histoire ayant déjà rendu son verdict. L'affaire des Arrouchs et le drame de la Kabylie a commencé avec l'assassinat du jeune étudiant Guermah Massinissa et aggravée à compter du 14-06-2001 (la grande marche lourdement réprimée). Ce fut l'une des principales sources du conflit et d'un sérieux et grave malentendu majeur entre le président A. Bouteflika et Ali Benflis, le chef du gouvernement... Le 18 mars 2004, le premier jour de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 8 avril 2004 à Bouira dans son meeting, Ali Benflis a déclaré

sans peur ni reproche en public : «Je n'ai personnellement aucun problème avec la Kabylie partie intégrante de la grande nation algérienne. Je regrette et je déplore les victimes tombées. Si je suis élu président, je promets que je construirai une tente, guitoune, au cœur de la Kabylie et je négocierai honnêtement avec les représentants légitimes et représentatifs des mouvements des Arrouchs, jusqu'à ce que nous puissions ensemble trouver les solutions justes et adéquates à ce regrettable problème d'une partie de l'Algérie.» Bien évidemment que vous êtes libre de vous positionner là où vous voulez, mais sachez une chose, si vous me permettez d'être à l'écoute de l'autre et de faire une évaluation objective et globale des dispositions, de ce qui s'est passé : Ali Benflis est quasi différent et ne partage rien avec les autres membres du clan ou de la secte tournant autour du président de la République A.

Bouteflika et ses acolytes, et il n'est pour rien dans cette autre tragédie. Il est loyal et a des principes très solides. Pour tout le reste de cette contribution de M. Mohand Bakir, je suis d'accord globalement avec lui, sauf peut-être qu'il est actuellement impossible de parler d'un Etat algérien avec un régime non confessionnel. Je pense plutôt pragmatiquement à un Etat algérien avec un régime semi-confessionnel. Je souhaite qu'il y ait un large et libre débat sur cette question à travers une sorte de démocratie musulmane, laquelle doit impérativement intégrer et respecter totalement les droits des minorités culturelles et culturelles dans le cadre de nos nobles valeurs positives nationales. Donc pas question de faire allusion à un quelconque Dhimmi en Algérie ancrée dans son algérianité !

Ahmed Guenoun,  
analyste et  
consultant-formateur